

**PORTANT RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les article L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules sur diverses voies de la commune, en raison de la projection du Mapping sur l'Eglise Saint-Jacques ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Du **Jeudi 13 Novembre 2025 à 22h00 au Lundi 05 Janvier 2026 à 12h00**, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant place de la Libération aux emplacements ci-après, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux :

- au sud de la voie Ouest sur quatre emplacements situés au droit et en face à l'Eglise St Jacques
- au sud de la voie Est sur quatre emplacements situés au droit et en face du n°2

ARTICLE 2 – Le **Lundi 05 Janvier 2026 de 08h00 à 12h00**, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant place de la Libération sur les emplacements de livraison situés en face des numéros 11 et 15, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux.

ARTICLE 3 – Le **Vendredi 14 Novembre 2025** et le **Lundi 05 Janvier 2026 de 08h00 à 12h00**, la circulation des véhicules est interdite place de la Libération voies Est, Ouest et Sud, lors du montage et du démontage des portails, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux.

Seuls les véhicules du service de la logistique sont autorisés à circuler sur les lieux.

ARTICLE 4 – Du **Vendredi 05 Décembre 2025 au Samedi 03 Janvier 2026 de 18h15 à 21h40**, les mercredis, les jeudis, les vendredis et les samedis, la circulation des véhicules est interdite place de la Libération voies Est, Ouest et Sud, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux.

Sauf le Samedi 13 Décembre 2025, fête des Lumières, circulation interdite de 19h15 à 22h40.

ARTICLE 5 – Du **Vendredi 05 Décembre 2025 au Samedi 03 Janvier 2026 de 18h15 à 21h40**, les mercredis, les jeudis, les vendredis et les samedis, la circulation des véhicules est autorisée place de la Libération voie Nord dans le sens rue Faget de Baure vers rue Mourot, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux.

Sauf le Samedi 13 Décembre 2025, fête des Lumières, circulation interdite de 19h15 à 22h40.

ARTICLE 6 – Du **Vendredi 05 Décembre 2025 au Samedi 03 Janvier 2026 de 18h15 à 21h40**, les mercredis, les jeudis, les vendredis et les samedis, une autorisation de circuler à double sens est accordée aux riverains de la rue Tran et de la rue des Cordeliers, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par les services techniques municipaux.

Sauf le Samedi 13 Décembre 2025, fête des Lumières, circulation interdite de 19h15 à 22h40.

ARTICLE 7 – La circulation des véhicules pourra être déviée à la diligence des services de Police selon les besoins du moment.

ARTICLE 8 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 9 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 10 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 06/11/2025

Pau, le 28 octobre 2025